



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

aides européennes à l'agriculture outre mer

Question au Gouvernement n° 1035

Texte de la question

AIDES EUROPÉENNES À L'AGRICULTURE OUTRE-MER

M. le président. La parole est à Mme Josette Manin, pour le groupe Nouvelle Gauche.

Mme Josette Manin. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Une nouvelle fois les parlementaires ultramarins interpellent le Gouvernement au sujet de l'agriculture dans leurs territoires. En effet, le 1er juin dernier, la Commission européenne a fait part de son intention de baisser le budget de la politique agricole commune, ce qui diminuera par ricochet le programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité – POSEI. Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker avait pourtant annoncé le contraire en octobre 2017, devant le Président de la République française, en Guyane.

Je rappelle que le POSEI a pour objet d'améliorer la compétitivité économique et technique des filières agricoles dans les territoires d'outre-mer, en tenant compte de leur insularité, de leur faible superficie et de leur éloignement géographique, et de leur dépendance économique aux produits d'importation. Il permet ainsi d'assurer le maintien des productions d'exportation, comme la banane et la canne à sucre, qui jouent un rôle central dans l'emploi local, de développer des productions diversifiées dans les filières animales et végétales, et de sortir de la monoculture.

Si cette baisse devait avoir lieu, la production locale dans les territoires d'outre-mer serait directement et négativement affectée. Je rappelle que nos régions ultrapériphériques, premières frontières de l'Europe, ont pour concurrents directs l'Amérique, l'Afrique, l'Asie et l'Australie.

Monsieur le ministre, notre tissu agricole connaît déjà des difficultés, à cause de scandales agro-sanitaires comme celui de la chlordécone et des catastrophes naturelles telles que les récents cyclones Maria, aux Antilles, et Fakir, à La Réunion, qui ont durement frappé nos plantations, sans parler des défis écologiques pour l'aquaculture, avec les invasions massives de sargasses.

Aujourd'hui, l'enjeu est financier. Le Gouvernement compte-il interpellier la Commission européenne afin d'éviter l'effondrement de l'agriculture locale dans les outre-mer ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe NG.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des outre-mer.

Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer. Madame la députée, je vous prie d'excuser mon collègue Stéphane Travert, qui accompagne aujourd'hui le Président de la République dans le Finistère.

Je vous remercie de votre question, car je partage totalement votre préoccupation. C'est une question de

conviction autant que de pragmatisme, car l'agriculture ultramarine représente près de 35 000 emplois et 1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaires.

Ce modèle agricole est adapté à nos territoires d'outre-mer : il est organisé et efficace. C'est pourquoi nous devons le soutenir. Des outils ont été mis en place à cet effet : le POSEI, bien sûr, mais aussi le FEADER – le Fonds européen agricole pour le développement rural – et les aides nationales.

J'entends bien sûr l'inquiétude des agriculteurs d'outre-mer, quand la Commission propose une baisse du POSEI. Cette baisse, il n'en est pas question. La position de la France sur ce point est claire. Nous resterons fermes : nous n'acceptons pas, nous ne pouvons pas accepter cette proposition de la Commission. C'est le sens du mémorandum qui vient d'être signé à Madrid par le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert, et cinq autres États membres.

En effet, comme vous le savez, cette baisse comporte un risque sans précédent pour les exploitations françaises et pour les revenus des agriculteurs. Ce n'est pas tolérable. Je recevrai ce vendredi, madame la députée, une délégation de près de soixante agriculteurs venant de l'ensemble des outre-mer, pour leur tenir ce même langage de vérité, car, au-delà de la question précise que vous avez posée, je sais tous les défis que doivent relever les outre-mer.

Nous sommes au début d'une négociation, et tout le monde ici sait que la France s'efforce de rallier une majorité d'États membres derrière elle pour qu'ensemble, nous soyons plus forts. Soyez assurée, madame la députée, que je suis à vos côtés dans ce combat. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Josette Manin](#)

Circonscription : Martinique (1^{re} circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1035

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 juin 2018](#)